



Community Leadership Institute
West Africa

Rapport

Transition politique en Guinée : Qu'en pensent les guinéens ?

CLIWA



Centre international
Community Leadership
Institute West Africa (CLIWA)

00 224 628 221 784 / 666 705 859
contactcliwa@gmail.com
<https://communityleadershipinstitute.wordpress.com>



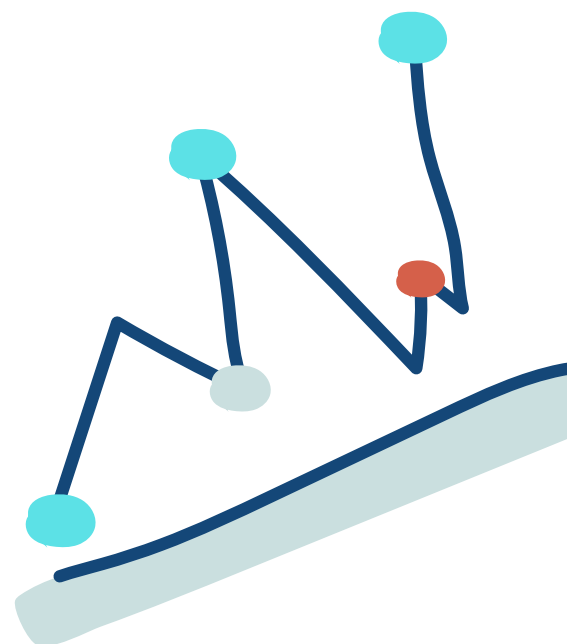
Contexte

Dans la journée du 5 septembre 2021, les guinéens et guinéennes apprenaient via les réseaux sociaux puis dans les médias l'arrestation du président Alpha Condé, la destitution du gouvernement et des institutions de la République.

11 ans de mandat venaient soudainement et dans des conditions inattendues de prendre fin.

Ce coup d'État opéré par le groupement des forces spéciales intervient moins d'un an après une élection controversée du président Alpha Condé pour un 3ème mandat qui avait conduit le pays dans une impasse politique.

7 semaines après cet événement, le centre de formation Cliwa et des enseignants-chercheurs de l'université de Sonfonia de Conakry ont cherché à comprendre l'avis de la population sur cette transition à travers une enquête d'opinion.



Méthodologie :

Echantillon :

Un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population guinéenne âgée de 18 ans et plus a été interrogé.

Constitution de l'échantillon :

La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la méthode aléatoire appliquée aux variables suivantes : genre, âge et profession de l'interviewé après stratification par région.

Mode de recueil et dates de terrain :

Le sondage a été réalisé en face à face et en ligne du 18 au 24 octobre 2021.

Niveau de confiance et marges d'erreur :

Un sondage est nécessairement affecté d'une marge d'erreur/incertitude et d'un niveau de confiance.

Le niveau de confiance généralement admis est de 95 % et 3% de marge d'erreur sur un échantillon de 1000 personnes. Plus l'échantillon est faible, plus la marge d'erreur progresse.

En clair pour un résultat observé de 25%, il ya 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre 22 % et 28 % soit une marge d'erreur de 3%.

Principaux enseignements de l'étude :

I- L'enquête d'opinion : une méthode qui peine à entrer dans les moeurs

Alors que c'est un classique dans les pays démocratiques (560 en 2017 France soit plus d'1 par jour), le sondage d'opinion suscite énormément de méfiance en Guinée. Malgré toutes les garanties de neutralité: traitement des données anonymisé, objectif pédagogique (recherche)... Environ 5 personnes sur 10 ont accepté de se prêter au jeu. Quelquefois, il a fallu déployer beaucoup d'efforts pour rassurer et convaincre les personnes d'accepter de répondre à nos questions. En dépit d'une politisation de la société pourtant très affirmée.

Nous avons constaté de fortes réticences à répondre à notre enquête. Plusieurs éléments peuvent expliquer ces réticences. D'abord la peur d'être « dénoncé ». Le trauma dû à la culture politique des dénonciations « les murs ont des oreilles », pratiqué par le premier régime semble encore être très présent, en particulier chez les personnes ayant vécu sous ce régime. Ainsi chez les citoyens de plus de 65 ans, seul 1,4% soit moins de 2 personnes sur 10 ont accepté de répondre à nos questions, 3,4% des citoyens de 55 - 65 ans et 8,1% chez les 45-55 ans. A l'inverse, plus la population est jeune, moins elle a peur d'exprimer ses opinions publiquement. Ainsi les 35 - 45 ans s'épanchent plus que leurs aînés : 23 % d'entre eux ont accepté de répondre à nos questions. Les 25 - 35 ans sont ceux qui acceptent le plus de s'exprimer ouvertement; ils sont 44% à accepter de répondre à l'enquête. Cependant, les jeunes de moins de 25 ans et en âge de voter semble plus éloignés de la politique que leurs aînés directs : ils sont 20,1% à se prêter au jeu.

Si on se place au vu du genre c'est encore plus flagrant. De toute évidence les femmes sont plus réticentes à exprimer leur opinion politique publiquement que les hommes. Elles préfèrent éviter de s'exprimer même quand leur interlocutrice (l'enquêtrice) est du même sexe.

Principaux enseignements de l'étude :

De même l'appartenance ethnique semble avoir un fort impact. Ainsi, notre expérience a démontré que les personnes d'ethnies différentes que celui de l'enquêteur se montraient très méfiantes.

Nous avons observé lors de cette enquête que sur les sujets en lien avec la politique les guinéens ont plutôt tendances à s'autocensurer.

Les personnes ayant fait des études supérieures sont plus disposées à répondre que les personnes ne disposant de diplômes d'études supérieures. 46,5 % des personnes qui ont répondu ont une licence, 24,6 % ont un master et 2,7% un doctorat. A l'inverse 9,7% ont le bac et 4,7% le BEPC. 10,2% des répondants sont non diplômés.

Les employés du privé se montrent plus disposés à exprimer leurs opinions politiques que leur collègue du public, 34,8 % dans le privé contre 12,2 % dans le public. Les autres professions (commerçant, artisans, agriculteurs et éleveurs...) secteurs occupés par la majorité des guinéens sont moins enclins à exprimer leur opinion: 8,8% commerce, 5,2% artisanat, 2 % agriculture/élevage. Ce chiffre s'élève à 14% chez les sans activité, tandis que 25,7% disent faire « autre » chose.

Quant au lieu de résidence, les résidents du Grand Conakry sont plus disposés à répondre aux enquêtes que ceux des régions de l'intérieur. Avec des disparités cependant, 48,3 % à Conakry, contre 13,8% à Mamou, 8,6% et 8,1% % respectivement à N'Zérékoré et Kindia, 7% à Kankan. A l'inverse, le chiffre est inférieur à 5% dans les autres régions: 1,8% et 1,1%, à Faranah et Boké, 0,9% à Labé. Les guinéens de l'étranger sont 10,6% à avoir accepté de répondre à l'enquête.

II- Perception du régime précédent :

A - La majorité des sondés ne se reconnaissait dans aucun parti politique en 2010 :

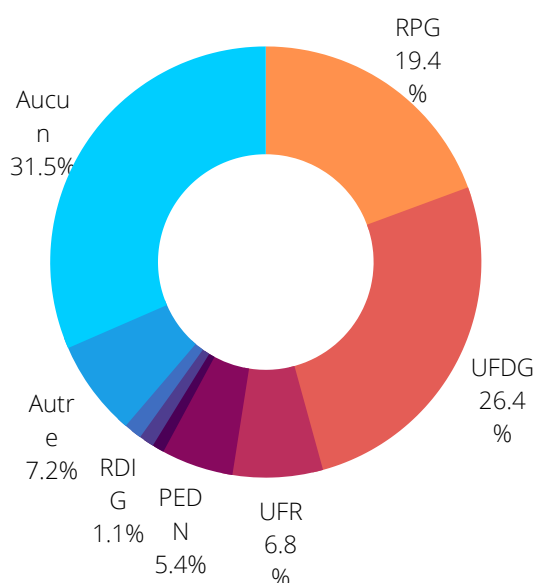
Cette étude semble montrer une crise démocratique en Guinée.

19,4 % des sondés disent qu'ils étaient proches du RPG (ancien parti au pouvoir) en 2010, contre 26,4 % de l'UFDG (principal parti de l'opposition), 6,8 % de l'UFR, 5,4 % du PEDN et autour de 1% pour l'UPR, et le RDIG, 0,9 pour le NGR, tandis que les « autres » partis se partageaient 7,2 % des électeurs.

Mais la principale leçon à tirer de ce sondage semble montrer une crise démocratique. En effet 31,6 % des sondés disent ne se reconnaître dans aucun représentant politique parmi ceux qui ont participé à l'élection présidentielle de 2010, invitant ainsi à un renouvellement de la classe politique.

31,5 %

Des sondés ne se reconnaissent dans aucun parti politique.



II- Perception du régime précédent :

B - Le régime précédent désapprouvé :

Les 11 années de mandat de l'ancien président semblent avoir usé l'adhésion au régime précédent. En effet si 28,2% des guinéens de toutes tendances politiques confondues (RPG Arc en Ciel, UFDG, UFR, PEDN...) ont toujours une opinion favorable même après sa chute, 62,1% ont une opinion défavorable du régime précédent.

Dans les détails, 17,6% ont toujours « une bonne opinion », 10,6% déclarent même avoir une « très bonne opinion » du régime précédent.

A l'inverse 32% ont « une mauvaise opinion » et 29,8% déclarent avoir une « très mauvaise opinion » du régime d'Alpha Condé. Tandis que 6,1% ne se prononcent pas et 4,1% se disent indécis.

100% des sondés de + 65 ans ont « une mauvaise » ou « une très mauvaise opinion » du régime précédent, contre 60% des 45 - 55 ans, 69% des 35 - 45 ans, 61% des 24 - 35 ans et 53% des 18-25 ans.

62,1 %

d'opinions défavorables

60 % des femmes sondés ont « une mauvaise » ou « une très mauvaise opinion » du régime précédent contre 64 % des hommes.

A noter que l'appartenance politique n'a pas d'incidence sur l'appréciation négative du régime précédent, même les électeurs du RPG expriment des avis négatifs.

Face a ce constat, nous avons cherché à savoir ce que reprochent les sondés au régime d'Alpha Condé.

II- Perception du régime précédent :

C - Le « 3e mandat » et la « mauvaise gouvernance » sont les principales reproches :

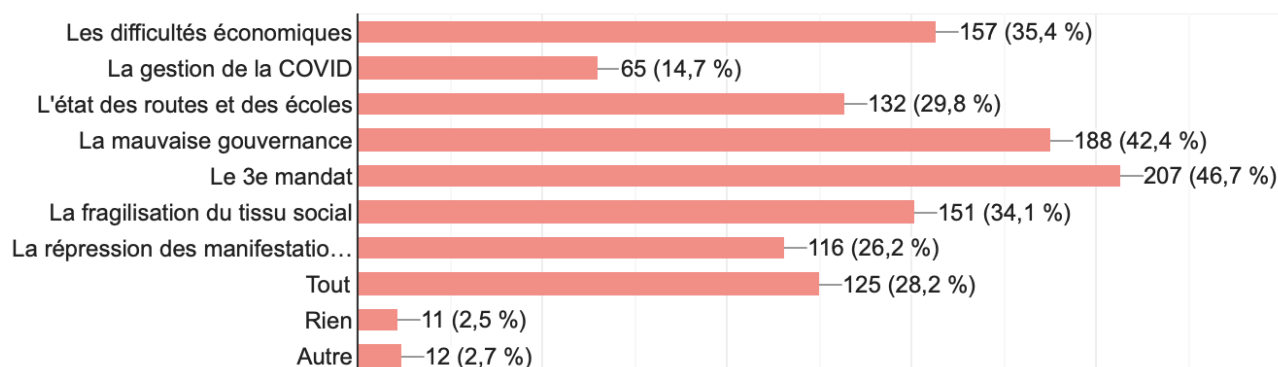
Nous avons demandé aux sondés ce qu'ils reprochent au régime précédent.

46,7% des sondés reprochent au régime précédent le projet du 3e mandat. Tandis que 42,4% lui reproche une « mauvaise gouvernance ». Pour 35,4% leurs griefs portent plutôt sur « les difficultés économiques », alors que 34,1 % lui reprochait la détérioration du tissu social. 29,8 % lui reprochant le manque d'infrastructures de bases (routes, écoles, hôpitaux ...) 26,2% lui reprochent « la répression des manifestations » politiques. Pour 14,7 % c'est plutôt la gestion de la pandémie du Covid-19 qui ne passe pas. Enfin 28,2% reprochent « Tout » à Alpha condé. Enfin seulement 2, 5% ne lui reproche « rien ».

Les électeurs du RPG sont parmi ceux qui ont une opinion défavorable contre l'ancien régime.

10 - Que reprochez vous au régime précédent ?

443 réponses



II- Perception du régime précédent :

D - La majorité des sondés ne veut pas du tout du retour d'Alpha Condé en politique :

Nous avons posé aux sondés la question suivante : « seriez-vous d'accord pour que l'ancien président se présente aux prochaines élections présidentielles ? » Seulement 3,2 % des sondés sont pour un éventuel retour en politique d'Alpha Condé « Tout à fait d'accord », 4,7 % à se dire oui mais sans grande conviction « pourquoi pas ». Alors que 3,7 % ne se prononcent pas.

A l'inverse, dans sa très large majorité, les sondés sont défavorables au retour de l'ancien président en politique. Ils sont 90% à s'y opposer. Dans les détails, 19,9 % sont contre « Non pas d'accord », ils sont 26% à dire « Non pas du tout » et 45,1 % « Jamais ».

Plus spécifiquement chez les femmes, seulement 6,36 % des sondés sont « tout à fait d'accord » 7,27% « Pourquoi pas » à l'inverse 79,09% s'y oppose dont environ 26% « jamais ».

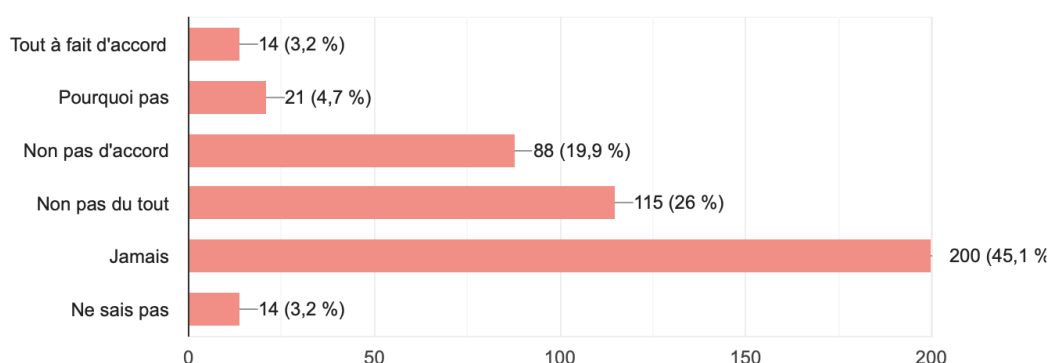
Soulignons que parmi ceux qui se disent être proches du RPG en 2010, seuls 10,7% sont favorables « tout à fait d'accord » au retour de l'ancien président en politique.

91%

**OPPOSÉS À UNE
PARTICIPATION
D'ALPHA CONDÉ
AUX PROCHAINES
ÉLECTIONS
PRÉSIDENTIELLES**

11 - Seriez-vous d'accord que l'ancien président se présente aux prochaines élections présidentielle ?

443 réponses



II- Perception du régime précédent :

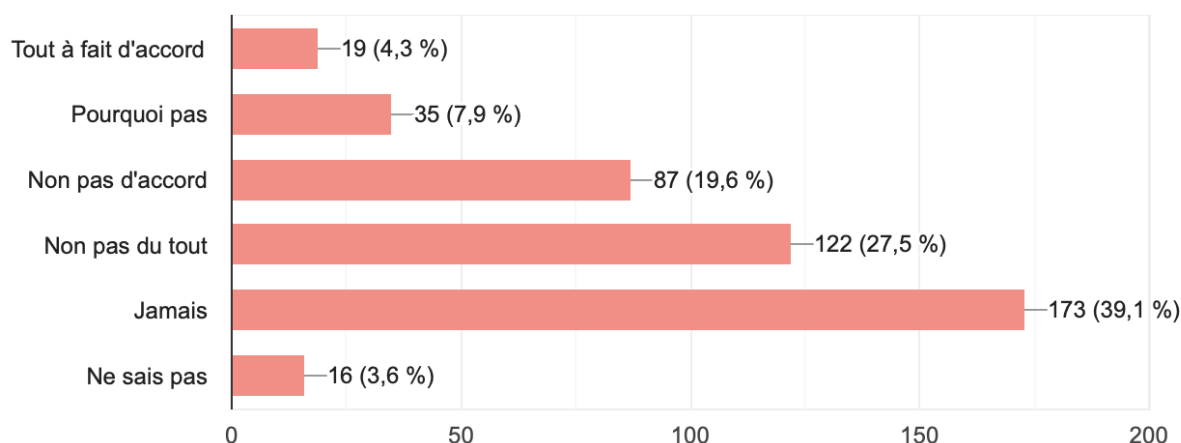
Quand est-il des anciens ministres ?

Nous avons posé la même question à propos des ministres du gouvernement précédent à savoir « seriez-vous d'accord pour que les anciens ministres soient nommés aux prochains gouvernements ? » Ils sont seulement 4,3 % à être « tout à fait d'accord », 7,9% à se dire « pourquoi pas ». A l'inverse, 19,6 % sont contre « non pas d'accord », tandis que 27,5 % ne sont « pas du tout d'accord » et 39,1% « jamais ». 3,6 % ne se prononcent pas sur le sujet.

12 - Seriez-vous d'accord que les anciens ministres soient nommés aux prochains gouvernements ?



443 réponses



II- Perception du régime précédent :

E - Assigner en résidence surveillée :

Nous avons demandé aux sondés ce que devrait devenir l'ancien président.

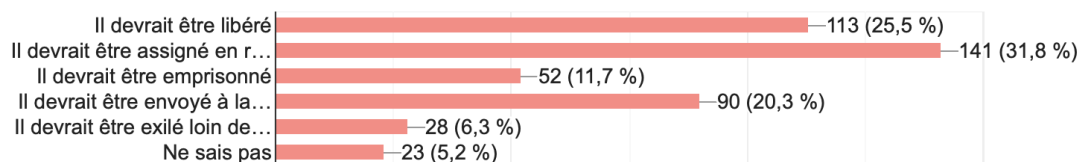
Voici leurs réponses : 5,2 % ne se prononcent pas sur le sujet, tandis que pour 6,3 % « il devrait être exilé loin de la Guinée ». Ils sont 11,7 % à penser qu'il devrait être jugé et emprisonné en Guinée, 20,3 % pensent qu'il devrait plutôt être envoyé devant la Cour Pénale Internationale (CPI).

Alors que 31,8 % pensent qu'il devrait être plutôt gardé en résidence surveillée, 25,5 % pensent qu'il devrait être remis en liberté. Ce chiffre s'élève à 21,2 % pour ce qui est des ministres du gouvernement déchu. Ils sont 24,6 % à penser que ceux-ci devraient plutôt être en résidence surveillée. 19 % pensent qu'ils devraient être emprisonnés. 15 % pensent qu'ils devraient être envoyés à la CPI pour être jugés. Seulement 2 % se prononcent pour l'exil, tandis que 8 % ne prononcent pas.

31,8 %
**EN FAVEUR D'UNE ASSIGNATION
EN RESIDENCE SURVEILLÉE**

13 - Selon vous que faire de l'ancien président ?

443 réponses



II- Perception du régime précédent :

Nous avons demandé aux sondés de motiver leur position, en particulier par rapport à l'ancien président. Ceux qui sont pour sa libération motivent leur avis par le fait qu'il va accepter de prendre sa retraite et s'éloigner de la vie politique. Ils sont 41 % à penser cela.

Dans les détails, ceux-ci pensent que du fait de son âge il va accepter de prendre sa retraite, pour d'autres lui verrait bien occuper la présidence d'honneur de son parti « par ce qu'il reste une école en politique ».

Ceux qui préfèrent qu'il soit gardé en résidence surveillée avancent des arguments qui traduisent leur crainte. Ils sont 27% à penser qu'il ne va hésiter à essayer de revenir au pouvoir « par tous les moyens y compris la force si nécessaire », ceux-ci semblent voir des risques de déstabilisation du pays : « il risque de créer des problèmes », « il va envoyer des terroristes », « semer la discorde » « la guerre » ... sont quelques exemples qui reviennent fréquemment.

A l'inverse les autres ne se prononcent pas. Notons que l'appartenance politique n'a pas d'incidences notables sur ces appréciations, des sondés de tous les partis politiques (ancien gouvernement et opposition) partagent ces positions.

III - La perception des guinéens des acteurs publics :

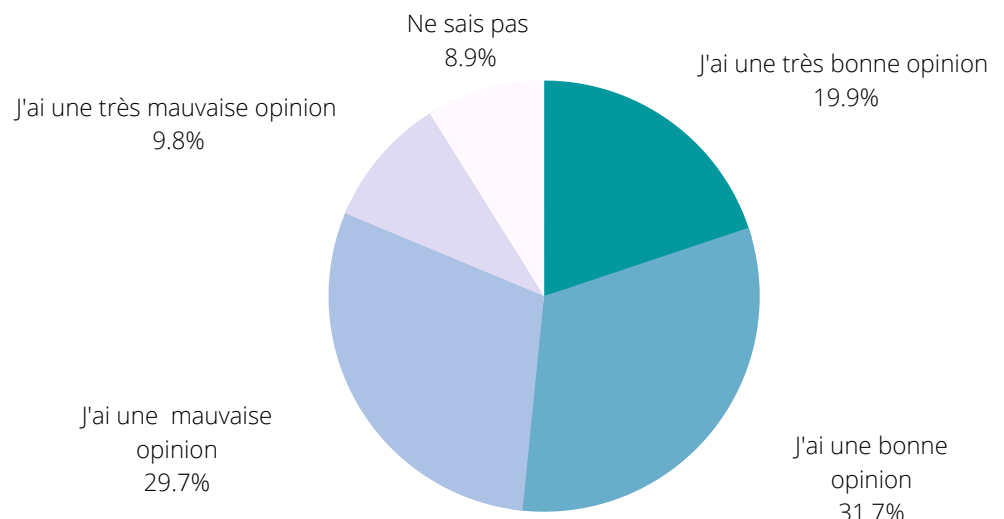
Dans le cadre de cette étude nous avons cherché à savoir l'opinion des guinéens à propos des acteurs publics : forces de sécurité et de défense, acteurs politiques, religieux, coordinations régionales, diasporas.

A - L'opinion sur les forces de sécurité et de défense mitigée :

En Guinée les rapports entre les citoyens et les forces de sécurité et de défense sont en général plutôt tendues. Après la prise de pouvoir par l'armée et la liesse populaire qui s'en est suivie on pourrait s'attendre à un apaisement. Le sondage montre des avis plus contrastés. En effet 51,6% des sondés ont une opinion positive des forces de sécurité et de défense, soit 19,9 % de « très bonne opinion » et 31,7 % « une bonne opinion ». A l'inverse 29,7 % déclarent avoir « une mauvaise opinion » et 9,8 % « une très mauvaise opinion », les restes ne se prononcent pas ou jugent la question « prématurée ».

51,6 %

**DES GUINÉENS
APPROUVENT LES
FORCES DE
SÉCURITÉ ET DE
DÉFENSE**



III - La perception des guinéens des acteurs publics :

B - Les religieux mieux vus que les politiques :

Dans le cadre de cette étude nous avons demandé aux guinéens ce qu'ils pensaient des acteurs politiques et des « religieux en politique ».

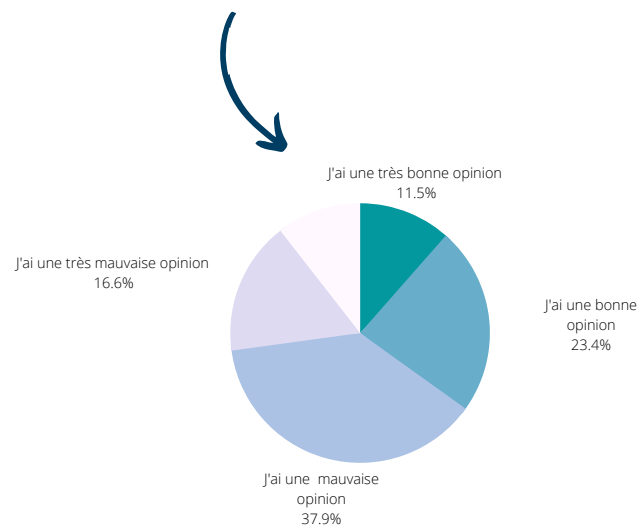
54,5 %

**DES GUINÉENS
DÉSAPPROUVENT
LES POLITIQUES**

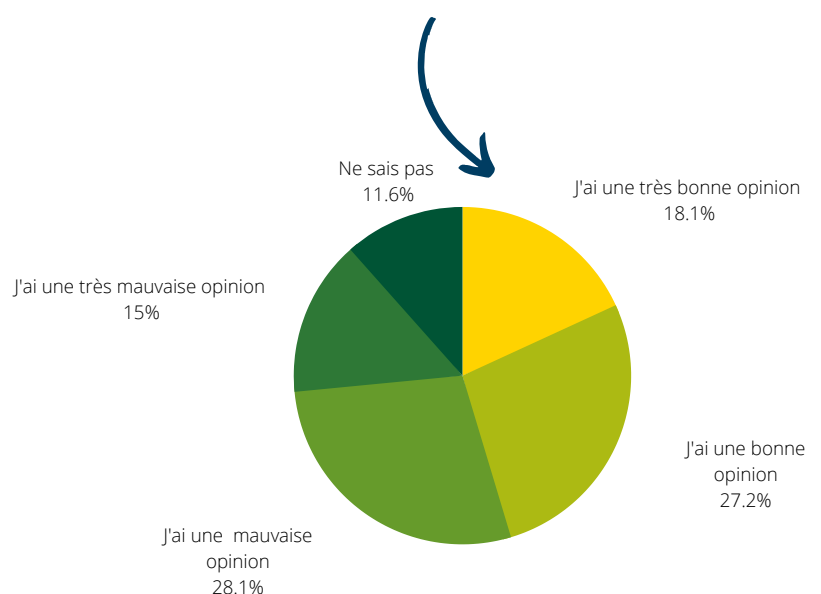
34,9 % des sondés semblent avoir une opinion positive des acteurs politiques contre 54,5 % d'opinion négative. Plus précisément, seulement 11,5 % des sondés disent avoir « une très bonne opinion » des politiques et 23,4 % à avoir une « bonne opinion » tandis que 37,9 % disent avoir « une mauvaise » et 16,6 % à avoir « une très mauvaise opinion » des politiques. 10,6 % ne se prononcent pas.

A l'inverse 18,1% disent avoir « une très bonne opinion » des « religieux en politique », 27,2 % ont une « bonne opinion » contre 28,1 % à avoir « une mauvaise » et environ 15 % à avoir une « très mauvaise opinion », tandis que 11,6 % ne se prononcent pas.

ACTEURS POLITIQUES



RELIGIEUX



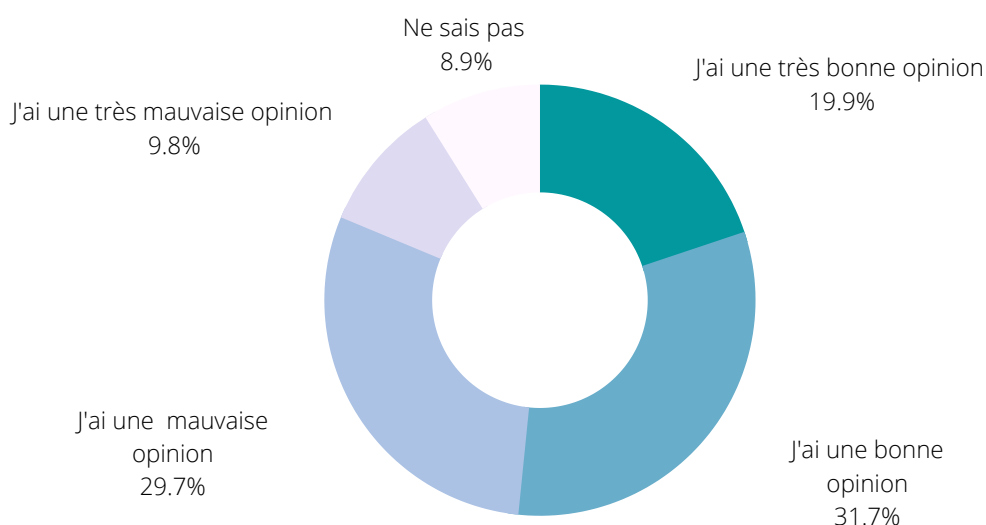
III - La perception des guinéens des acteurs publics :

C - La société civile plébiscitée :

La société civile est préférée à tous les autres acteurs. Plus de la majorité des sondés soit 55,8% ont une opinion positive de la société civile contre 30,5%.

Dans le détail 26,2% disent avoir une « très bonne opinion » et 29,6% de « bonne opinion ». A l'inverse ils sont, 21,2% à avoir une « mauvaise opinion » de la société civile et 9,3% ont « une très mauvaise opinion » de celle-ci. Les autres ne se prononcent pas sur le sujet. En revanche les coordinations régionales sont les acteurs qui recueillent le moins d'opinion favorable.

55,8% DES GUINÉENS
APPROUVENT LA
SOCIÉTÉ CIVILE



III - La perception des guinéens des acteurs publics :

D - Les coordinations régionales en bas du classement :

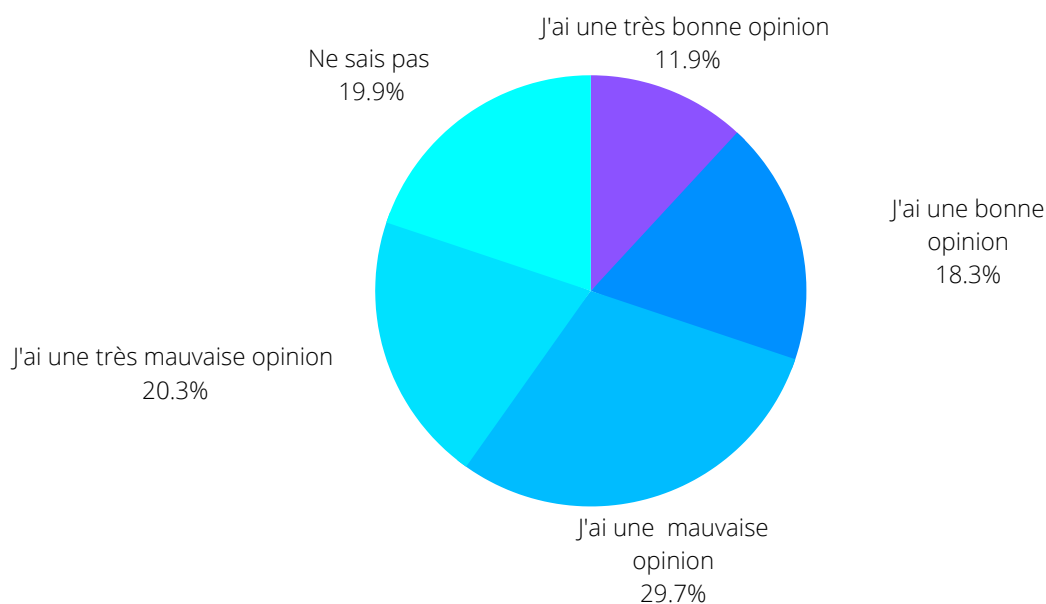
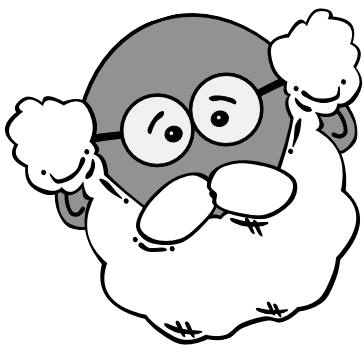
Le sondage montre que l'opinion publique ne souhaite pas que les coordinations régionales s'impliquent dans la vie politique.

49,9%

**DES GUINÉENS
DÉSAPPROUVENT
L'IMPLICATION DES
COORDINATIONS RÉGIONALES
DANS LA POLITIQUE**

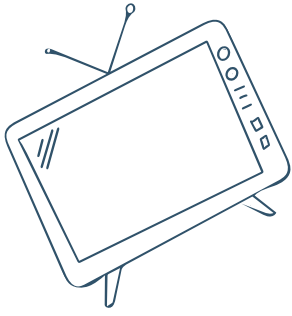
En effet 49,4% des sondés ne semble pas apprécier leurs implications dans les affaires politiques et « pensent qu'ils ne devraient pas se mêler de la politique » contre environ 30%.

Plus précisément, ils sont 11,9% à voir « une très bonne opinion » et 18,3% à avoir « une bonne opinion », contre 29,7 % à avoir « une mauvaise opinion » et 20,3 % à avoir « une très mauvaise opinion ». Notons cependant que près de 19,9% ne se prononcent pas sur le sujet.



III - La perception des guinéens des acteurs publics :

E - Les médias privés ont la préférence des sondés :



La presse privée est relativement récente en Guinée. Un peu plus d'une décennie après son émergence, nous avons cherché à savoir l'opinion des guinéens

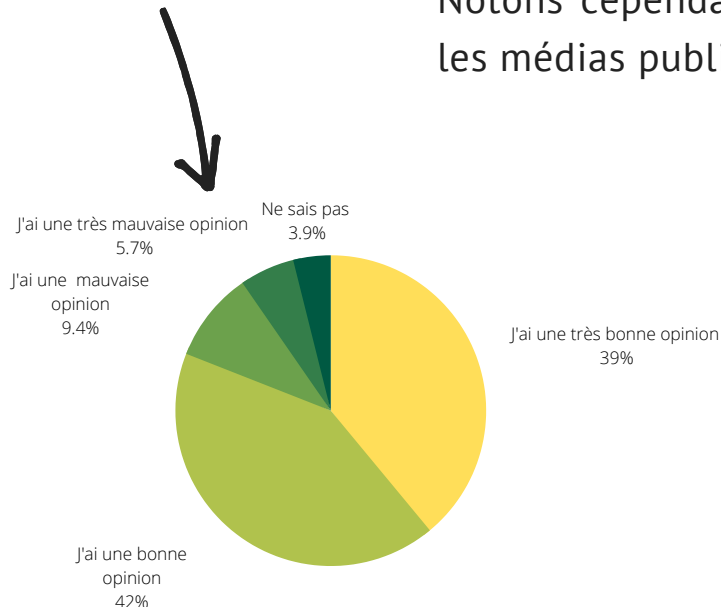
81%

**DES GUINÉENS
APPROUVENT
LES MÉDIAS PRIVÉS**

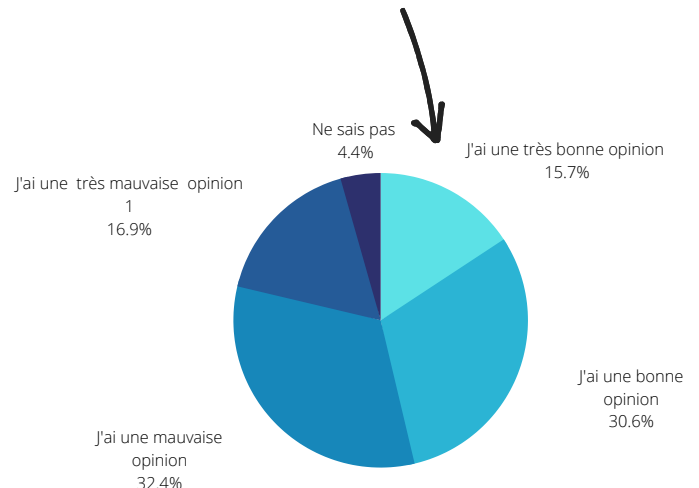
45,9% des sondés ont une opinion favorable des médias publics alors que ce chiffre s'élève à 81 % pour les médias privés. Pour un service public, ce chiffre peut se révéler problématique. En effet dans les détails ce sont respectivement 15,6% et 30,3% ont estimé avoir « une très bonne opinion » et une « bonne opinion » des médias publics contre respectivement 32,1% et 16,7% à avoir une « mauvaise » et une « très mauvaise opinion ».

A l'inverse pour les médias privés, 39% des sondés estiment avoir une « très bonne opinion » et 42% de « bonne opinion » contre 9,4% de « mauvaise opinion » et seulement 5,7% à avoir « une très mauvaise opinion ». Notons cependant que 4,4 % ne se prononcent pas sur les médias publics contre 3,9% sur les médias publics.

MÉDIAS PRIVÉS

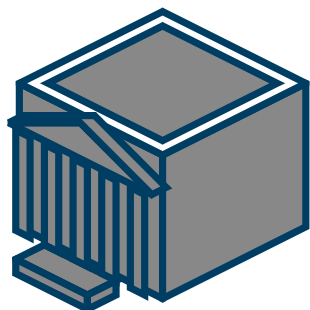


MÉDIAS PUBLICS



III - La perception des guinéens des acteurs publics :

F- Le service public de l'administration guinéenne mal perçue :

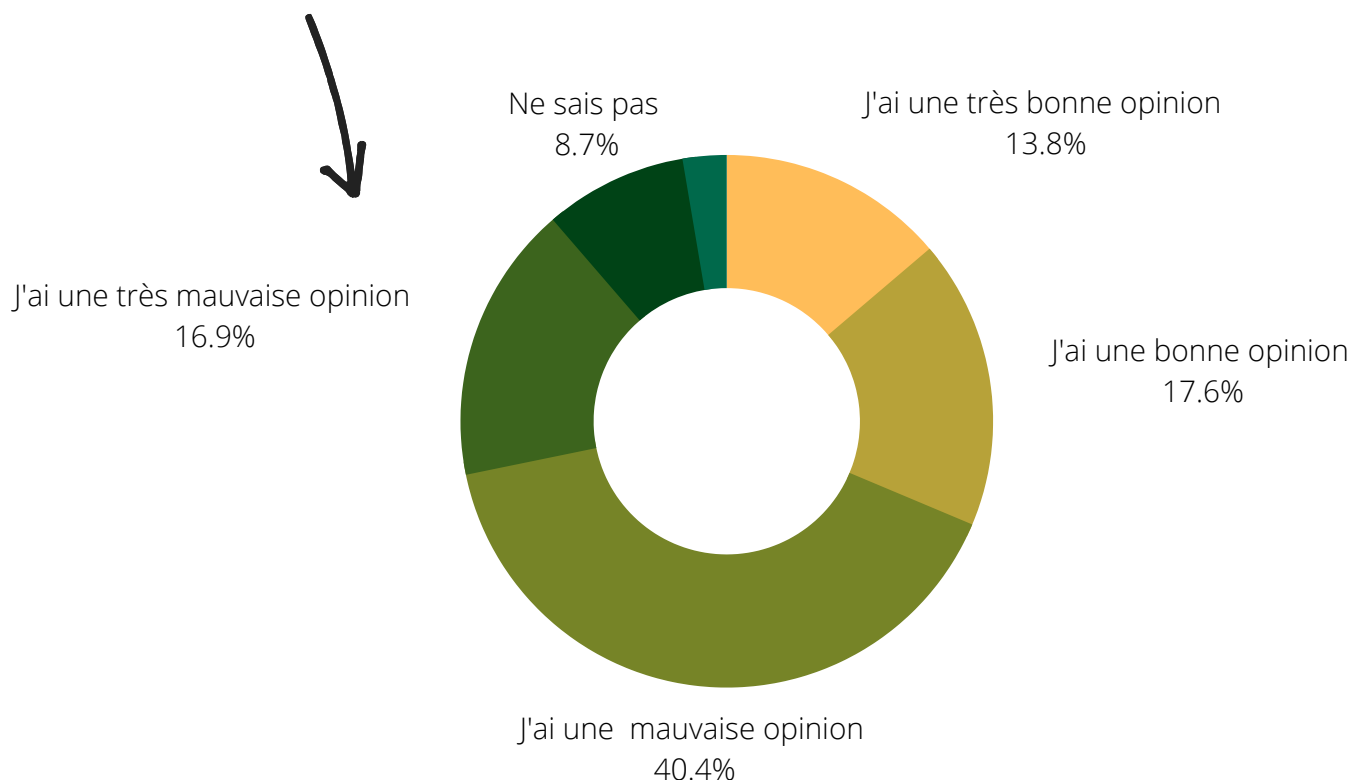


Ils sont 57,3% des sondés à avoir une opinion négative du service public, contre 31,4 % à avoir une opinion positive.

Dans le détail 40,4% a une « mauvaise opinion », 16,9 % disent avoir « une très mauvaise opinion », contre 17,6 % à avoir une « bonne opinion » et 13,8 % à avoir « une très bonne opinion ». Tandis que 8,7 % ne se prononcent pas.

57,3%

**DES GUINÉENS
DÉSAPPROUVENT
LE SERVICE PUBLIC**



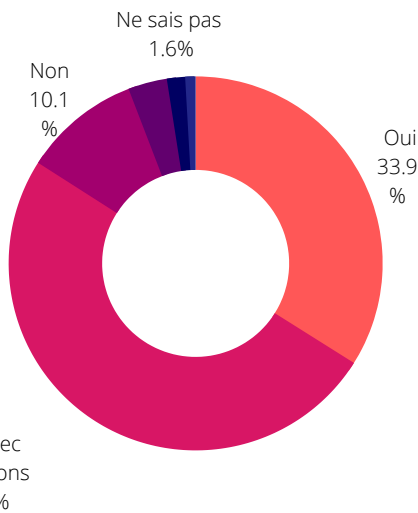
IV - De la participation des acteurs publics aux institutions de la transition :

A - De la participation des militaires aux institutions de la transition :

Plus d'un tiers des sondés est favorable à la participation des forces de sécurité et de défense à la transition soit 33,9 %. Une moitié des sondés est favorable mais avec des « conditions » 50,1 %. Seulement 10,1 % s'y opposent. Pratiquement tous les sondés se sont prononcés sur ce sujet excepté 1,6 %.

33,9%

**DES GUINÉENS
APPROUVENT
LA PARTICIPATIONS
DES MILITAIRES**



**SELON VOUS LES MILITAIRES DOIVENT-ILS
PARTICIPER AU GOUVERNEMENT ET INSTITUTIONS
DE LA TRANSITION?**

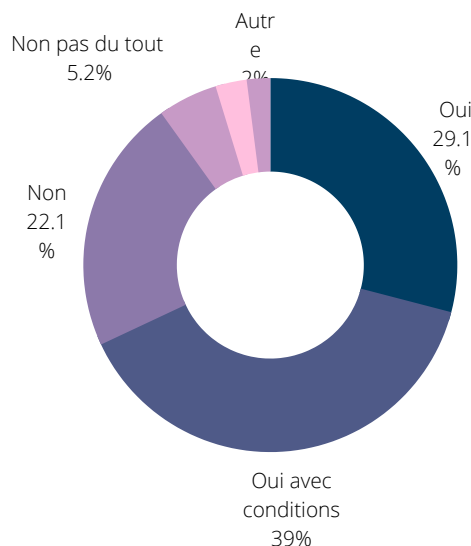


B - De la participation des partis politiques

29,1% sont favorables à la participation des partis politiques à la transition. 39% sont favorables mais avec des « conditions ». A l'inverse 22,1% sont contre. Tandis que 5,2% ne se prononcent pas et 2% « autre ».

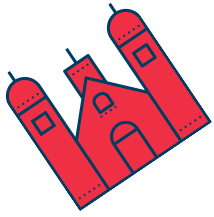
29,1%

**DES GUINÉENS
APPROUVENT LA
PARTICIPATIONS DES
PARTIS POLITIQUES
À LA TRANSITION**



IV - De la participation des acteurs publics aux institutions de la transition :

C - Les guinéens favorables à la participation des religieux à la transition :

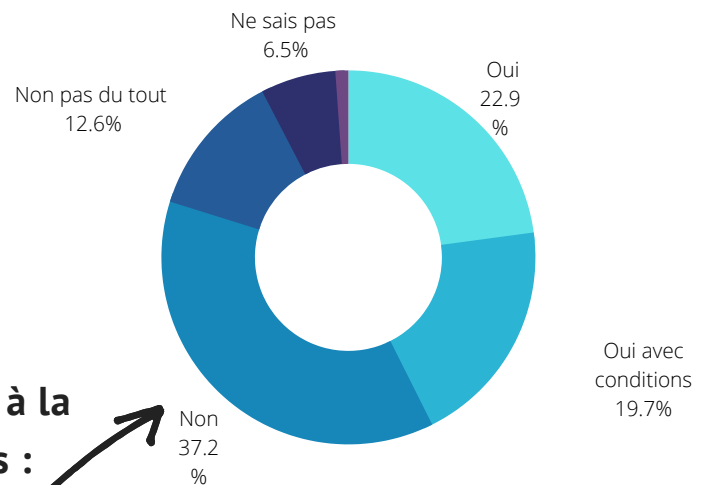
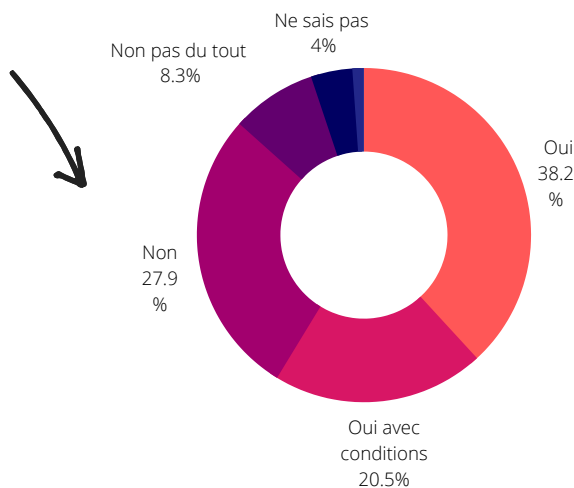


38,2 %

**DES GUINÉENS
APPROUVENT LA
PARTICIPATIONS DES
RELIGIEUX À LA
TRANSITION**

Nous avons demandé aux sondés leur opinion sur une éventuelle participation des religieux dans les institutions de la transition.

38,2 % des sondés se sont prononcés en faveur d'une éventuelle participation des religieux dans les institutions de la transition, de même que 20,5 % autres sondés, mais « avec des conditions ». A l'inverse, ils sont 27,9 % disent « non » et 8,3 % sont catégoriques « non pas du tout », tandis que 4 % ne se prononcent pas.



D - La moitié des sondés sont défavorables à la participation des coordinations régionales :

1 sondé sur 2 est opposé à la participation des coordinations régionales aux institutions de la transition. Plus précisément, à la question « selon vous les coordinations régionales doivent-elles participer au gouvernement et institutions (CNT) de la transition ? » 37,2 % disent « non » et 12,6% des sondés disent « non pas du tout » contre 23 % de « oui » et 19,7% des sondés à dire « oui » mais avec « des conditions ». Tandis que 6,5 % ne se prononcent pas.

49,8 %

**DES GUINÉENS
DÉSAPPROUVENT LA
PARTICIPATIONS DES
COORDINATIONS À
LA TRANSITION**

IV - De la participation des acteurs publics aux institutions de la transition :

E - La participation de la diaspora aux institutions de la transition plébiscitée

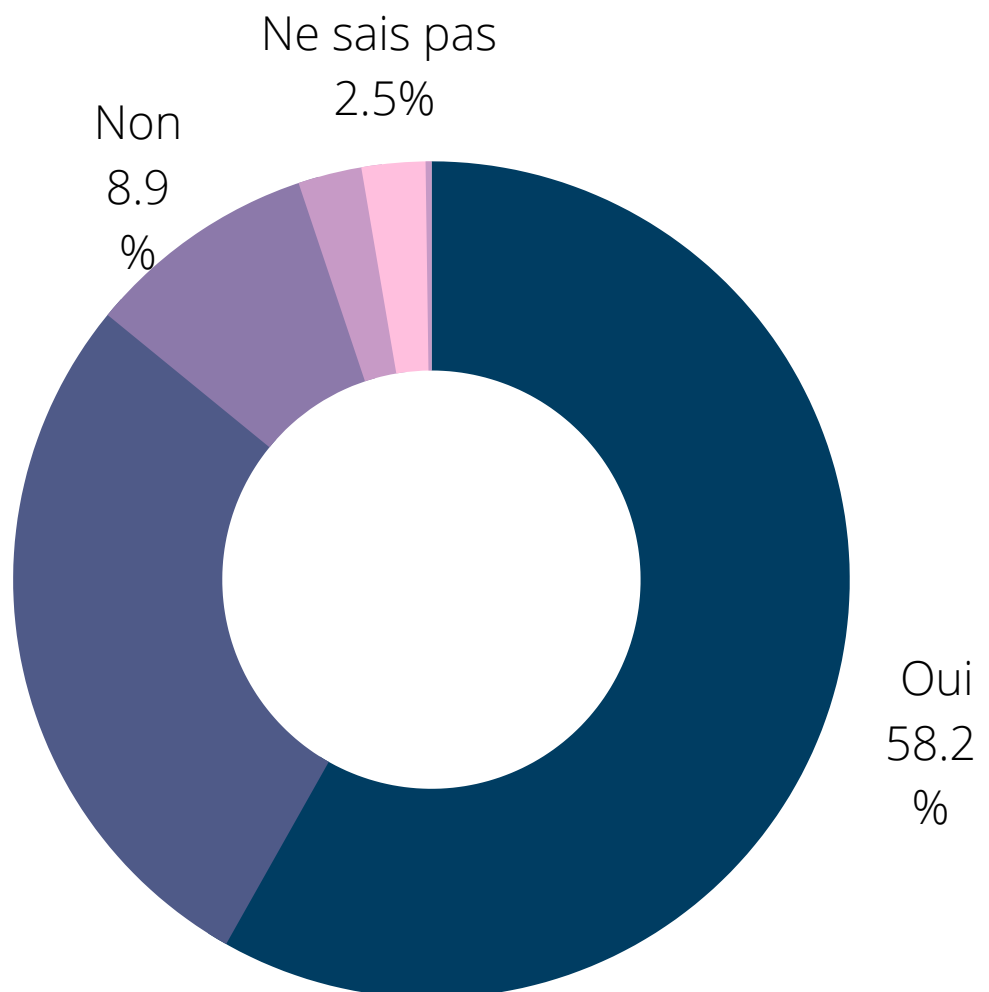
:

Parmi tous les acteurs, la participation de la diaspora aux institutions de la transition est la plus plébiscitée. 58,2% des sondés sont pour leur participation, 27,7% disent « oui » mais avec des « conditions » soit au total 87,2% des sondés. A l'inverse seul 8,9 % s'y opposent « non » et 2,5% s'y opposent catégoriquement « non pas du tout ».

58,2%

**DES GUINÉENS
APPROUVENT LA
PARTICIPATIONS DE
LA DIASPORA À LA
TRANSITION**

Oui avec
conditions
27.7%



Oui
58.2
%

V - De la perception du coup d'État :

A - Du profil des membres et priorités du gouvernement et institutions de la transition :

Pour être membre des institutions de transition faudrait-il privilégier uniquement la jeunesse ou l'expérience ? C'est cette question que nous avons posée aux sondés.

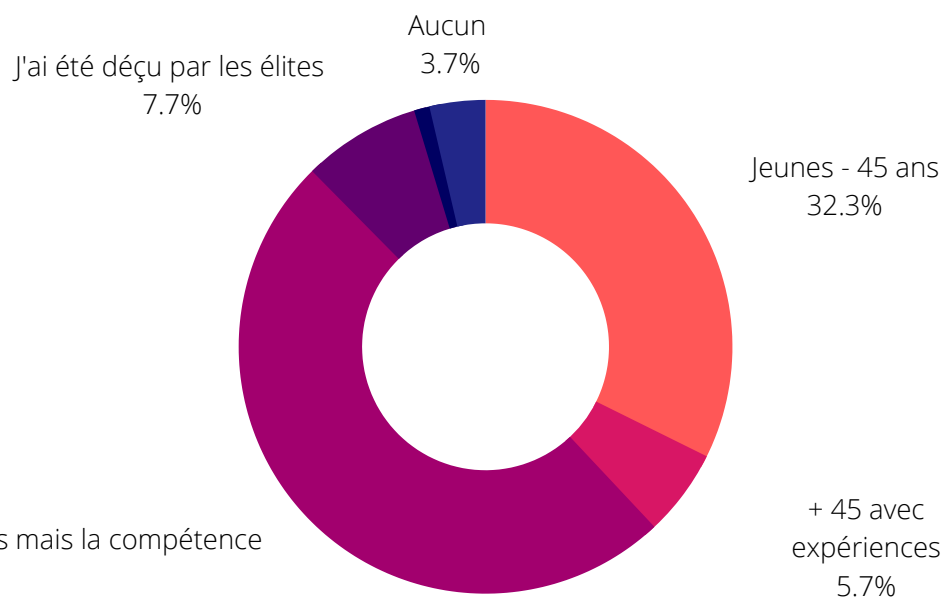
49,6 % pensent que l'âge ne devrait pas être un critère mais uniquement la compétence. Cependant 32,3 % préfèrent les jeunes de - de 45 ans sans expériences au sein d'un gouvernement. Ils sont 5,7 % à préférer les + de 50 ans ayant une expérience au sein d'un ancien gouvernement. Tandis que pour 3,7 % aucun de ces 2 profils ne répond à leurs attentes et 1 % ne se prononce pas.

50%

PRIVILÉGIENT LA
COMPÉTENCE À
L'ÂGE OU À
L'EXPÉRIENCE



Selon moi l'âge ne compte pas mais la compétence
49.6%



V - De la perception du coup d'État :

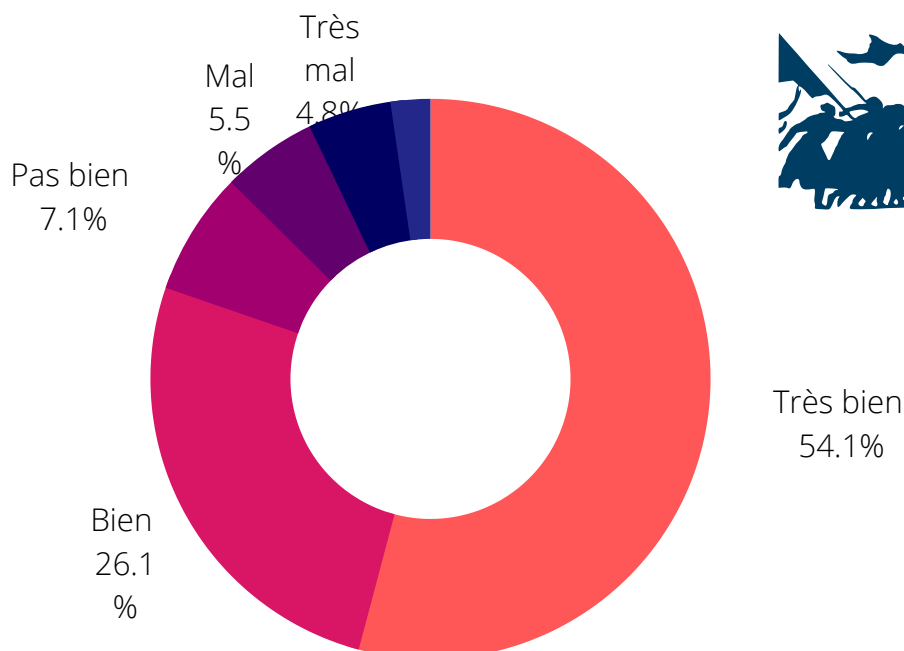
B - Un coup d'État qui suscite l'adhésion de la majorité des sondés :

Le coup d'État du 5 septembre semble avoir suscité une large adhésion des guinéens, toute tendance politique confondue. Ils sont 53,3% à affirmer l'avoir « très bien » et 25,7% « bien » accueilli contre 7 % à ne l'avoir « pas bien », 5,4 % « mal » et 4,7 « très mal » accueilli. environ 3 % ne se prononcent pas.

Parmi ceux qui l'ont accueilli favorablement certains pensent que certes « le coup d'état est condamnable, mais celui-ci est une libération », d'autres l'ont accueilli « avec des craintes » au départ « mais les démarches me rassurent », tandis que d'autres sont prudents « avec vigilance, l'appréciation se fera avec les actes réels », d'autres sont inquiets « oui au départ mais l'inquiétude demeure », d'autres enfin pensent que « les coups d'état freinent le développement d'un pays, parce que les investissements extérieurs seront suspendus jusqu'au retour d'un pouvoir civil ».

54,1%

**DES GUINÉENS
APPROUVENT LE
COUP D'ÉTAT**

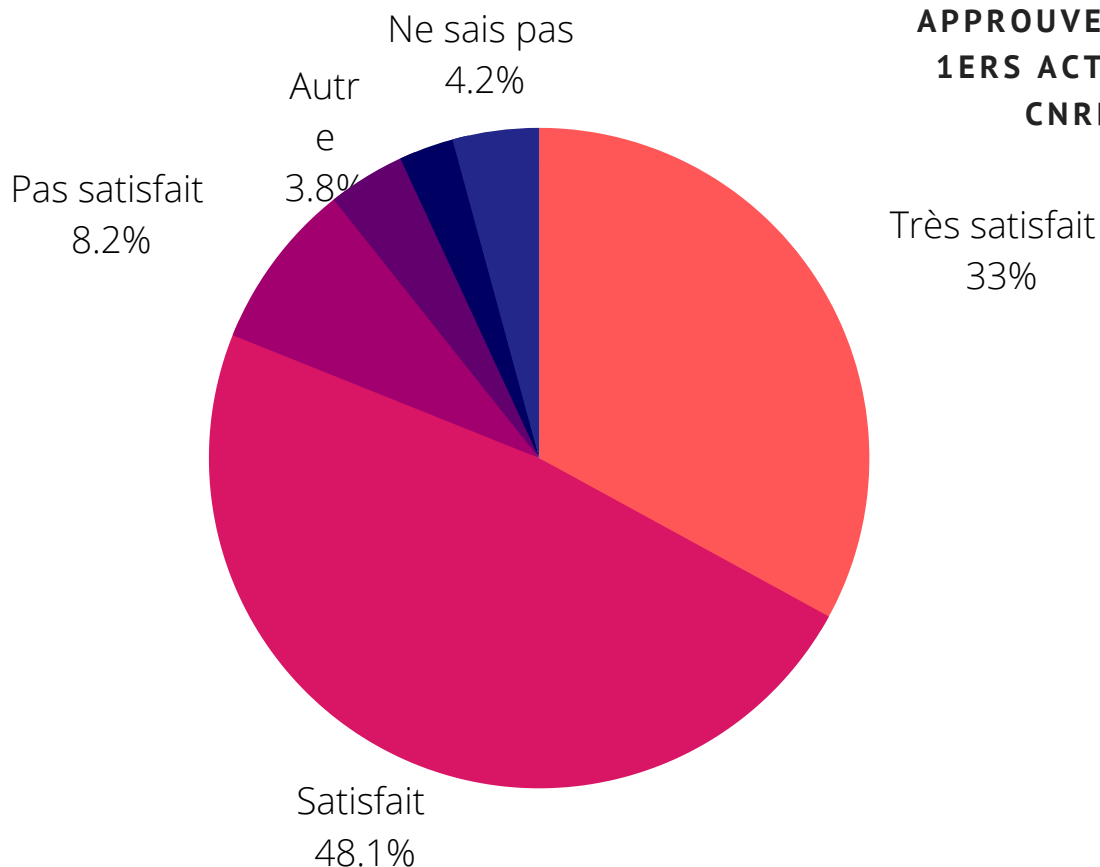


Très bien
54.1%

V - De la perception du coup d'État :

C - De l'appréciation des premiers pas de la junte :

48,1 % des sondés se disent « satisfaits » des premiers actes de la junte sept semaines après son arrivée au pouvoir, 33 % se disent « très satisfaits », soit 81,1% d'opinions positives. A l'inverse 8,2% ne sont « pas satisfaits » et 2,7% ne sont « pas du tout satisfaits » soit 11,1 d'opinions négatives tandis que 4,2 % les restes ne se prononcent pas.



81,1%

**DES GUINÉENS
APPROUVENT LES
1ERS ACTES DU
CNRD**

Très satisfait
33%



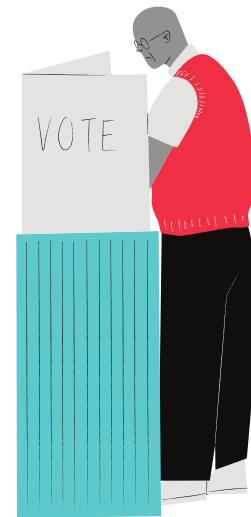
V - De la perception du coup d'État :

D - De la durée de la transition :

Nous avons demandé aux sondés selon eux combien de temps doit durer la transition ? Dans sa très large majorité, les sondés souhaitent une transition qui n'excède pas 2 ans (63,7%) et 36,3% à se prononcer pour une transition qui dure + de 2 ans.

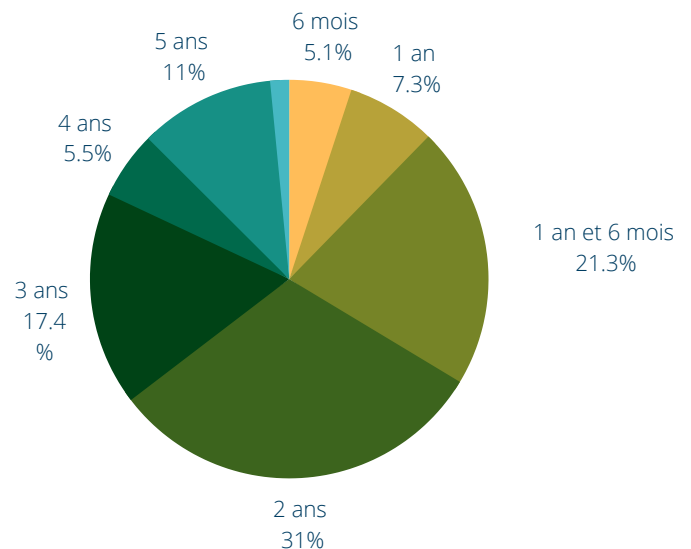
Plus précisément 31 % se sont prononcés pour une durée de 2 ans maximum. 21,3 % sont plutôt pour une durée n'excédant pas 1 an et demi. 7,3 % préfèrent quant à eux, qu'elle ne dure qu'un an. Ils sont 5,1 % à se prononcer pour une transition rapide n'excédant pas plus de 6 mois.

A l'inverse parmi ceux qui souhaitent une durée supérieure à 2 ans, 17,4 % se prononcer pour une durée de 3 ans. Ils sont 5,5 % à se prononcer pour une durée de 4 ans. 11 % pensent que la transition devrait plutôt durer 5 ans. Les plus de 5 ans sont rares, seulement 1,4 % des sondés.



64,7 %

**SONT POUR UNE
DURÉE 6 MOIS - 2
ANS**



V - De la perception du coup d'État :

E - « Organiser les élections et partir » priorité n° 1 du gouvernement de la transition :

Nous avons demandé aux sondés selon eux quelles sont les principales priorités du gouvernement de la transition.

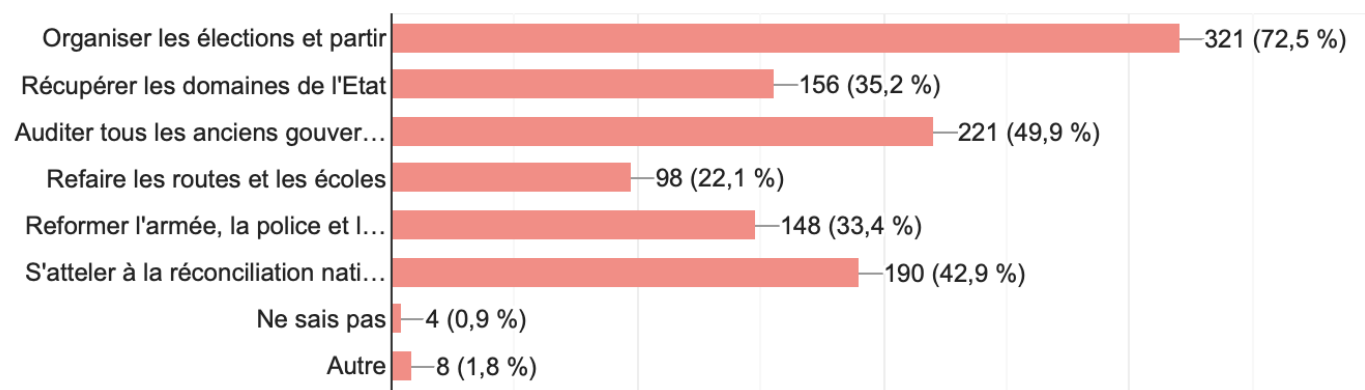
De toutes les priorités du gouvernement de la transition, «organiser les élections et partir » est des loin celle qui représente pour les sondés la plus urgente. Ils sont 72,2%, soit plus de 7 sondés sur 10 ont hissé cette mission comme priorité n° 1. Ensuite viennent les audits. Ils sont 49,9% à penser que les audits de « tous les anciens gouvernements » devraient être la priorité n°2. Puis vient la réconciliation nationale, 42,9% pensent que cette mission devrait être la priorité n° 3. Récupérer les domaines de l'Etat arrive à la 4e place (35,2%). Enfin la reforme des forces de sécurité et de défense et la construction des infrastructures de base, devraient être respectivement la 5e et la 6e priorité selon 33,4 et 22,1%.

" ORGANISER LES ÉLECTIONS
ET PARTIR "

72,5 %

33 - Selon vous qu'elles doivent être les priorités n° 1e du gouvernement ?

443 réponses



L'EQUIPE



- Thierno Amadou Ciré DIALLO, Chief Executive Officer (CEO) CLIWA, Enseignant/Chercheur à l'Université Général Lansana CONTE de SONFONIA, CONAKRY
- Sidiki 2 CAMARA, Sociologue et Directeur des Programmes de CLIWA), CONAKRY
- Mohamed CAMARA, Sociologue et Assistant Programmes CLIWA), CONAKRY
- Amadou Saïkou BARRY, Consultant, spécialiste de questions de relations publiques et de sécurité et défense internationale, FRANCE
- François Phopho KAMANO, Consultant International, Etats – Unis d'Amérique
- Abdoulaye SOW, Animateur Socio-Culturel, Région Administrative de KANKAN
- Germaine KOIVOGUI, Journaliste à la Radio Espace Forêt, Région Administrative de N'ZEREKORE
- Fodé CAMARA, Sociologue, Région Administrative de MAMOU
- Jean Dama LENO, Administrateur Civil, Région Administrative de KINDIA
- Léon YARADOUNO, Administrateur Civil, CONAKRY.

